



# Une épicerie solidaire contre la précarité alimentaire

A Rennes, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'association Vrac organise des achats groupés de produits bio et locaux. Solidaire avec les populations vulnérables de ces zones, qui peuvent accéder à une alimentation de qualité à prix coûtant, ce dispositif en circuit court l'est aussi avec les producteurs, en achetant leurs produits au juste prix.

Texte : Sabine Dreyfus  
Photos : Amélie Laurin



Quatorze heures. Derrière les baies vitrées de la maison des jeunes et de la culture (MJC) de Bréquigny, dans le sud-ouest de Rennes, c'est une valse de cagettes, de seaux, de paniers, de sachets et de bouteilles, dans la salle polyvalente qui s'emplit des effluves du pain cuit au feu de bois, mêlés aux odeurs des poireaux et oignons tout juste sortis de terre, du riz, du café et des agrumes fraîchement arrivés d'Italie. A intervalles réguliers, des balances se fauillent entre les bidons d'huile d'olive, les plateaux d'œufs et les filets de pommes de terre, tandis que d'imposants paquets de pâtes semi-complètes se calent au pied des tables. En une heure, grâce aux efforts conjugués d'une poignée de bénévoles, une épicerie éphémère est prête à accueillir ses premiers clients. Apporter une alimentation de qualité au cœur des quartiers prioritaires de la ville (QPV), auprès de populations confrontées au « désert alimentaire » et à la malbouffe bradée par les discounters, c'est le pari de l'association Vrac (Vers un réseau d'achat en commun). Créée à Lyon en décembre 2013, cette structure a, depuis, ouvert dans une dizaine d'autres villes des antennes qui gèrent 70 groupements d'achats, tous implantés dans des QPV. Dans ces secteurs les plus défavorisés de France, le taux de pauvreté peut atteindre 40%. Chaque groupement achète de gros volumes de produits frais issus de l'agriculture paysanne et biologique, d'épicerie sèche, de boissons et de produits d'hygiène. Une fois par mois, dans des points de vente dressés dans les centres sociaux, il les vend au détail à prix coûtant à ses adhérents, qui ont précédemment passé commande. « La plupart du temps, les familles les plus pauvres se fournissent dans les bas de rayons, au détriment de la qualité et de la santé. Ou alors,



Anais Mainfray (à dr.), responsable de l'antenne rennaise de Vrac, achète des farines issues de blés fermiers raisonnés ou biologiques. Ici avec Julie Pivan (à g.), l'une des responsables de la minoterie de Champcoors.

**“Le lien social, l'idée de faire partie d'un groupe, est essentiel dans la démarche. Les adhérents sont ambassadeurs du projet.”**

Boris Tavernier, cofondateur de Vrac

elles sont contraintes de se tourner vers l'aide alimentaire, qui leur distribue des invendus, le plus souvent des produits gras et transformés, ce qui est moralement discutable », souligne Boris Tavernier, le cofondateur de Vrac, fervent défenseur d'une nouvelle solidarité alimentaire. « Ici, la première solidarité est celle que nous

déployons à l'égard des producteurs, en les rémunérant au juste prix. On ne négocie pas : on essaye simplement de trouver les meilleurs prix pour les personnes qui ne peuvent habituellement pas se permettre d'acheter ce genre de denrées, celles qui pensent : “Ce n'est pas pour nous, c'est pour les riches.” Ensuite, dans

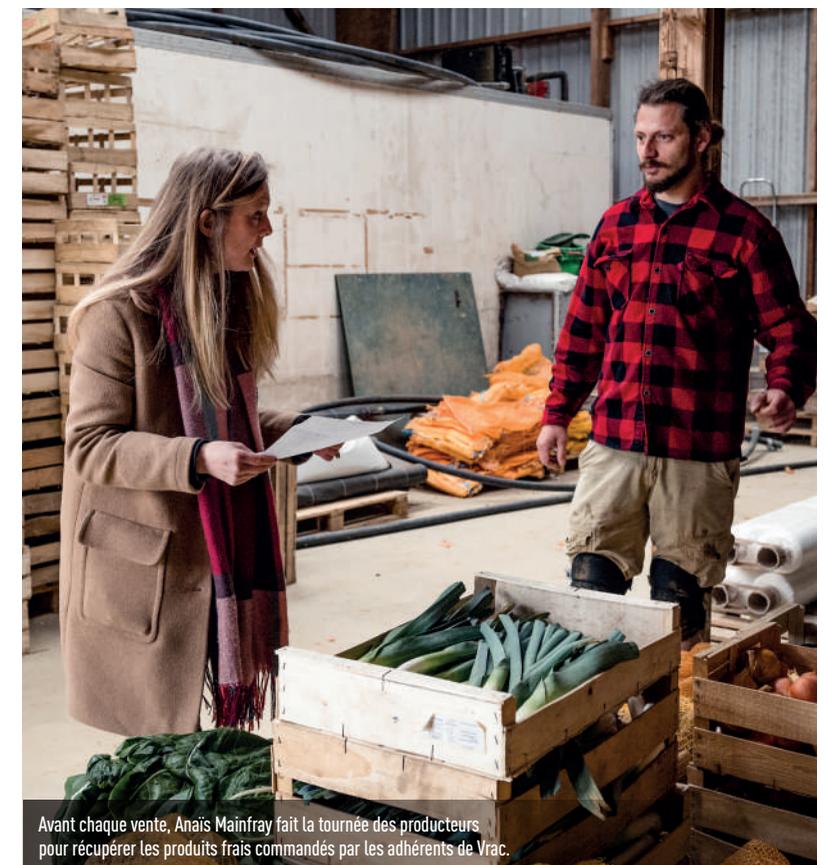
notre modèle, ce ne sont pas des “bénévoles” qui viennent distribuer à des “bénéficiaires” : chaque adhérent est un bénévole de l'association, tout le monde aide tout le monde. »

### Donner un coup de main

C'est le cas d'Ichraf : cette animatrice dans une école maternelle est aussi auxiliaire de vie auprès de personnes handicapées. Malgré le cumul de deux emplois, elle aime venir donner un coup de main sur son temps libre, pour le sentiment de « participer à la vie du quartier, le plaisir d'échanger avec ses voisins ». « Le lien social, l'idée de faire partie d'un groupe, est essentiel dans la démarche. Les adhérents sont ambassadeurs du projet : 80 % d'entre eux ont déjà recruté un nouveau membre », commente Boris Tavernier. ■■■



Dans un fournil fermier, la Scop La Compagnie fermentée produit du pain bio au levain naturel.



Avant chaque vente, Anais Mainfray fait la tournée des producteurs pour récupérer les produits frais commandés par les adhérents de Vrac.



Quelques minutes avant l'ouverture de l'épicerie éphémère, un dernier coup de chiffon sur les agrumes d'Italie.

... D'autres bénévoles se présentent pour aider à la distribution, certaines timidement, un peu impressionnées de devoir trouver leur place dans cette mécanique bien huilée. En attendant l'ouverture de la vente, Branwen, adhérente de longue date, montre aux nouvelles venues comment faire la tare sur une balance. Dans un souci de maîtrise des déchets, les emballages sont réduits au minimum : les clients récupèrent leurs commandes dans leurs propres contenants. Quelques pelletées d'amandes et de pois chiches plus tard, les jeunes recrues sont déjà à l'aise avec la pesée des denrées et le remplissage des bocaux. L'épicerie fait le plein.

### Cotisation solidaire

Pour être fin prête à 15 heures, Anaïs Mainfray, la coordinatrice de l'antenne locale de Vrac, a sillonné

toute la matinée la campagne rennaise et garni son camion de produits du terroir : farine du moulin de Champcors, pain de la Scop La Compagnie fermentée, et légumes cultivés par le lycée horticole Théodore-Monod, au Rheu. « Pour les habitants des quartiers, l'adhésion annuelle au réseau est symbolique, puisqu'elle s'élève à un euro, précise cette ancienne chargée de projet européen à l'École des hautes études en santé publique, reconvertie dans cette activité davantage porteuse de sens à ses yeux. Mais le dispositif est ouvert à tous : les 30% d'adhérents extérieurs payent une cotisation dite solidaire, de vingt euros, et un surplus de 10% sur l'addition finale. » « Les adhésions solidaires donnent la possibilité aux publics prioritaires d'accéder à de bons produits, explique Martine, une habituée venue retirer



© Milla Morrison

En réduisant les coûts intermédiaires et les emballages, Boris Tavernier, cofondateur de Vrac, ambitionne de redonner du pouvoir d'achat aux habitants des quartiers prioritaires.

sa commande mensuelle. C'est pour cette raison que j'essaie d'inciter mon entourage à s'inscrire dans le réseau. »

### Inégalités diverses

« Ici, je sais que les produits sont bons et que les prix sont justes », confirme Viviane, qui a connu Vrac par l'intermédiaire d'une amie. Quand le budget est modeste, impossible de rogner sur le loyer



Pour passer du vrac au détail et servir les clients, les bonnes volontés ne sont pas superflues.

## Quand le budget est modeste, l'alimentation reste souvent la seule variable d'ajustement.

ou sur l'électricité : l'alimentation reste souvent la seule variable d'ajustement. « Je travaille beaucoup sur cette question, notamment via des ateliers ou des challenges familiaux, témoigne Morgane Collobert, animatrice vie locale et petite enfance de la MJC au sourire contagieux. C'est une priorité, car les visites médicales auprès des enfants de 4 ans ont montré une hausse de l'obésité infantile, directement liée aux habitudes alimentaires. » Le diabète, quant à lui, touche nettement plus les habitants des zones défavorisées. Et il est aggravé par la pollution, elle aussi

accentuée dans les quartiers périphériques.

Autour du sujet de l'alimentation, qui cristallise diverses inégalités, les enjeux sanitaires sont majeurs. Avec son modèle, Vrac répond à deux des principaux obstacles : la mobilité et les prix. Mais pas seulement : « Avant toute chose, les gens veulent être considérés, assure Boris Tavernier, ils ne veulent pas qu'on leur donne des produits, ils veulent choisir et payer ce qu'ils consomment, pas baisser la tête, tendre les mains et se sentir redevables. »

A ce titre, Vrac est l'une des rares

associations à bénéficier de l'habilitation à l'aide alimentaire, délivrée par l'Etat, qui ne soit pas liée au gaspillage alimentaire ou aux invendus. « Réduire les inégalités alimentaires est un acte de solidarité, affirme le responsable du dispositif. Aujourd'hui, huit millions de personnes sont tributaires de l'aide alimentaire : ce recours est devenu structurel, alors que ce devrait être une aide d'urgence ! Dans beaucoup d'endroits, l'accueil est indigne, des vigiles sont postés à l'entrée des lieux, et le sentiment de honte est très fort. C'est une politique pour les pauvres. Et une politique pour les pauvres, ça reste une pauvre politique ! Pour moi, il faudrait, au contraire, un projet universel, comme une sécurité sociale alimentaire. Rendre accessible l'alimentation, c'est un choix politique. » •